



Refus de créer des postes, de recruter les enseignants nécessaires, de protéger les personnels : le ministre persiste et signe !

Il y a trois semaines, avant la décision du président Macron de fermer les écoles et de fusionner les trois zones de vacances, les écoles se trouvaient dans une situation chaotique du fait du manque de postes et de personnels pour faire face à la situation et de l'insuffisance des mesures de protection pour les personnels.

A la veille de la rentrée du 26 avril dans les écoles, aucun problème n'est réglé. Le ministre persiste en effet dans son refus de répondre à la moindre des revendications des personnels.

Il refuse toujours de recruter dès maintenant en urgence des enseignants fonctionnaires pour alléger les effectifs et assurer le remplacement des personnels absents... La pagaille dans les écoles, la dégradation des conditions de travail des personnels et des conditions d'apprentissage des élèves va donc immanquablement se poursuivre !

D'ailleurs plutôt que d'annoncer le recrutement d'enseignants pour remplacer les personnels absents, le ministre indique que désormais, si un enseignant est absent et non remplacé, les élèves ne doivent pas être répartis dans les autres classes...

Ainsi, en refusant de recruter, le ministre remet en cause le droit à l'instruction des élèves et fait porter sur les enseignants, et en particulier les directeurs d'école, la responsabilité de renvoyer les élèves chez eux ce qui ne pourra que générer des conflits avec les parents d'élèves.

Pour le SNUDI-FO, il est inadmissible que les collègues doivent accueillir les élèves des collègues absents faute de remplaçants. Il est tout aussi inadmissible de renvoyer les élèves chez eux ! Le ministère doit donc recruter immédiatement !

Pire, en dépit des mobilisations qui ont eu lieu dans de nombreux départements, le ministre maintient l'avalanche de fermetures de classes prévues pour la rentrée prochaine !

Le SNUDI-FO rappelle que le ministre Blanquer a rendu des centaines de millions d'€ de son budget 2020, que le président Macron vient d'annoncer le recrutement de 10.000 policiers... Les moyens sont donc là !

Quant aux mesures annoncées dans le nouveau protocole, elles sont loin de régler tous les problèmes !

Le ministre annonce l'intensification des tests salivaires chez les élèves du premier degré tout en refusant de recruter en urgence des infirmières de l'Education Nationale et des médecins de prévention. Il ne permet toujours pas aux enseignants et AESH qui le souhaitent d'être vaccinés, ne leur fournit pas des masques plus protecteurs et refuse toujours de reconnaître le COVID comme maladie professionnelle.

Dans cette situation, la FNEC FP-FO a proposé aux autres organisations syndicales d'organiser l'action commune pour exiger la satisfaction de toutes les revendications !

Le SNUDI-FO invite les collègues à se réunir dès lundi dans les écoles afin de lister les problèmes et de faire valoir leurs légitimes revendications.

Le SNUDI-FO réaffirme ses revendications :

- Recrutement immédiat d'enseignants fonctionnaires d'Etat et d'AESH à hauteur des besoins !
- Annulation de toutes les fermetures de classes prévues et créations des postes nécessaires !
- Mesures de protection immédiate pour les personnels (notamment vaccination et masques protecteurs pour tous les collègues qui le souhaitent, reconnaissance du Covid comme maladie professionnelle) !
- Un vrai statut et un vrai salaire pour les AESH ! Abandon des PIAL !
- Abandon du projet de loi Rilhac !

La FNEC FP-FO a déposé un préavis de grève couvrant cette période.

Montreuil, le 23 avril 2021